

CONDITIONS LÉGALES (Yukon)

Les conditions énoncées au présent article sont réputées faire partie de tout contrat en vigueur au Yukon et sont imprimées avec chaque police sous le titre « Conditions légales »; aucune modification, omission ou adjonction à l'une de ces conditions ne lie l'assuré.

Assertion inexacte

- 1 Si un proposant donne une fausse description des biens au préjudice de l'assureur, représente faussement ou omet frauduleusement de déclarer une circonstance qu'il est essentiel de porter à la connaissance de l'assureur pour lui permettre d'apprécier le risque qu'il doit assumer, le contrat est nul quant aux biens pour lesquels l'assertion inexacte ou l'omission est essentielle.

Biens d'autrui

- 2 Sauf stipulation expresse contraire du contrat, l'assureur n'est pas responsable des pertes ni des dommages causés à des biens n'appartenant pas à l'assuré, à moins que le contrat ne fasse mention de l'intérêt de l'assuré dans ces biens.

Cession de l'assurance

- 3 L'assureur est responsable de la perte ou des dommages survenant après une cession autorisée par la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou après un transfert de titre par succession, par l'application de la loi ou pour cause de décès.

Changements dans les circonstances constitutives du risque

- 4 Tout changement dans les circonstances constitutives du risque qui vient à la connaissance de l'assuré et qui dépend de sa volonté annule la partie du contrat visée, à moins que l'assureur ou son agent local n'en soit promptement avisé par écrit. L'assureur peut alors résilier le contrat et, le cas échéant, rembourser la partie non acquise de la prime acquittée par l'assuré, ou aviser l'assuré par écrit qu'il doit, s'il désire que le contrat demeure en vigueur, acquitter dans les 15 jours de la réception de l'avis une prime supplémentaire sous peine de résiliation du contrat, auquel cas l'assureur lui rembourse, le cas échéant, la portion non acquise de la prime qu'il a payée.

Résiliation

- 5 (1) Le présent contrat peut être résilié :
 - (a) par l'assureur, moyennant un préavis de 15 jours posté, par courrier recommandé, à l'assuré, ou de cinq jours, s'il lui est remis en main propre;
 - (b) par l'assuré, à tout moment, sur demande.
- (2) En cas de résiliation par l'assureur :
 - (a) celui-ci rembourse l'excédent de la prime réellement acquittée par l'assuré sur la prime acquise calculée au prorata pour la période écoulée, sous réserve de la retenue de la prime minimale stipulée au contrat;
 - (b) le remboursement accompagne l'avis, sauf si la prime est assujettie à un rajustement ou au calcul, auquel cas le remboursement s'effectue dès que possible.
- (3) En cas de résiliation du présent contrat par l'assuré, l'assureur rembourse dès que possible l'excédent de la prime réellement acquittée par l'assuré sur la prime acquise calculée au taux à court terme pour la période écoulée, sous réserve de la retenue de la prime minimale stipulée au contrat.
- (4) Le remboursement peut s'effectuer en espèces, par mandat-poste ou mandat de compagnie de messageries, ou par chèque encaissable au pair.
- (5) Le délai de 15 jours de préavis mentionné à l'alinéa (1)a) de la présente condition commence à courir le jour suivant la réception de la lettre recommandée au bureau de poste de sa destination.

Obligations en cas de sinistre

- 6 (1) En cas de sinistre couvert atteignant les biens assurés, l'assuré, en plus d'observer les exigences stipulées aux conditions 9, 10 et 11 :
 - (a) en avise immédiatement l'assureur par écrit;
 - (b) remet dès que possible à l'assureur une preuve de sinistre appuyée d'une déclaration solennelle :
 - (i) dressant l'inventaire complet des biens atteints en indiquant de façon détaillée la quantité, leur coût, leur valeur réelle au comptant et les éléments du montant réclamé,
 - (ii) énonçant, au mieux de sa connaissance, la date et les circonstances du sinistre, et, dans le cas d'un incendie ou d'une explosion due à la combustion, quelle en est la cause,

- (iii) attestant que le sinistre n'a été causé par aucun fait intentionnel de l'assuré ni par sa négligence, à son incitation, par son entremise ni avec sa connivence,
 - (iv) énonçant le montant de toutes autres assurances concurrentes et les assureurs correspondants,
 - (v) énonçant l'intérêt de l'assuré et de toutes autres personnes dans les biens ainsi que les précisions concernant tous les privilèges, les grèvements et autres charges grevant ces derniers,
 - (vi) énonçant tout changement de titre, d'usage, d'occupation, de situation, de possession du bien ou tout changement survenu dans la nature du risque depuis la délivrance du contrat,
 - (vii) indiquant l'emplacement des biens assurés au moment du sinistre;
- (c) fournit, sur demande, l'inventaire complet des biens non atteints, en indiquant de façon détaillée la quantité, leur coût et leur valeur réelle au comptant;
- (d) produit, sur demande et dans la mesure du possible, les livres de compte, les récépissés d'entrepôt et les listes d'inventaire, ainsi que les reçus et autres pièces justificatives appuyés d'une déclaration solennelle, de même qu'une copie de tout autre contrat écrit.
- (2) Les preuves fournies en vertu des alinéas (1)(c) et (d) de la présente condition ne constituent pas des preuves de sinistre au sens des conditions 12 et 13.

Fraude

- 7 Toute fraude ou fausse déclaration intentionnelle dans une déclaration solennelle relative à un détail mentionné ci-dessus entraîne la nullité de la réclamation de l'auteur de la déclaration.

Personnes autorisées à produire l'avis du sinistre et la preuve de sinistre

- 8 L'avis du sinistre peut être donné et la preuve de sinistre établie par le représentant de l'assuré nommément désigné au contrat, s'il est démontré de façon satisfaisante que l'assuré est absent ou incapable de donner l'avis ou d'établir la preuve, ou, en pareil cas ou en cas de refus de sa part, par toute personne ayant droit à tout ou partie des sommes assurées.

Mesures conservatoires

- 9 (1) Il incombe à l'assuré, à la suite d'un sinistre couvert par le contrat, de prendre toutes les mesures raisonnables pour que les dommages causés aux biens assurés ne s'aggravent pas et que d'autres biens assurés par le contrat ne soient pas endommagés, y compris, si nécessaire, leur enlèvement des lieux.
- (2) L'assureur assume une part, proportionnelle aux intérêts respectifs des parties, des dépenses justifiées et raisonnables engagées lors des mesures prises par l'assuré et exigées en vertu du paragraphe (1) de la présente condition.

Accès, prise en charge et délaissement

- 10 En cas de sinistre couvert par le contrat, l'assureur et ses mandataires autorisés ont à tout moment le droit suffisant d'inspecter les biens assurés et d'estimer l'étendue du sinistre; ils ont en outre, après que l'assuré a mis les biens en sécurité, le droit suffisant d'effectuer une évaluation ou une estimation détaillée du sinistre; toutefois, l'assureur n'a pas le droit de prendre en charge ou en sa possession les biens assurés, et les biens assurés ne peuvent être délaissés à l'assureur sans son consentement.

Évaluation

- 11 En cas de désaccord sur la valeur des biens assurés, des biens non atteints ou du montant de la perte, une évaluation conforme aux dispositions de la *Loi sur les assurances* a lieu avant toute indemnisation au titre du présent contrat, que la validité du contrat soit ou non contestée et indépendamment de toute autre question. Le droit à l'évaluation n'existe que sur demande écrite expresse et une fois présentée la preuve de sinistre.

Délai de règlement

- 12 L'indemnité est versée dans les 60 jours après que la preuve de sinistre a été établie, à moins que le contrat ne prévoie un délai plus court.

Remplacement

- 13 (1) Au lieu de verser l'indemnité en espèces, l'assureur peut réparer, reconstruire ou remplacer les biens sinistrés, auquel cas il donne un avis écrit de son intention dans les 30 jours de la réception de la preuve de sinistre.
- (2) Dans ce cas, l'assureur entreprend la réparation, la reconstruction ou le remplacement des biens sinistrés dans les 45 jours de la réception de la preuve de sinistre, et fait preuve par la suite de toute la diligence voulue pour achever les travaux.

Prescription

- 14 Les actions ou procédures en recouvrement d'indemnités intentées contre l'assureur sous le régime du présent contrat se prescrivent par deux ans à compter de la survenance du sinistre.

Avis

- 15 Les avis écrits destinés à l'assureur peuvent être remis ou postés, par courrier recommandé, à l'agence principale ou au siège social de l'assureur au Yukon. Les avis écrits destinés à l'assuré nommément désigné au contrat peuvent lui être remis en main propre ou lui être postés, par courrier recommandé, à la dernière adresse qu'il a donnée à l'assureur. Dans la présente condition, le mot « recommandé » signifie recommandé au Canada ou à l'étranger.

L.Y. 2002, ch. 119, art. 71